

# Au Bangladesh comme ailleurs, les pays de l'OCDE doivent agir pour sauver des vies dans l'industrie textile

Écrit par : Lucy Crehan: "Cleverlands: Lessons from top performing education systems"

Dernière mise à jour : 8 décembre 2019



© ©Suvara Kanti Das/ZUMA-REA

Au Bangladesh comme ailleurs, les pays de l'OCDE doivent agir pour sauver des vies dans l'industrie textile

Le 24 avril 2013, le monde a brutalement pris conscience de la réalité des conditions de travail dans l'industrie textile au Bangladesh, lorsque l'atelier de vêtements du Rana Plaza qui approvisionnait des marques occidentales s'est effondré, causant plus d'un millier de morts et de deux mille blessés.

Une ligne rouge avait été franchie. Partout dans le monde, les consommateurs ont commencé à se demander qui fabriquait leurs vêtements, et dans quelles conditions. Après avoir ignoré tous les avertissements, les marques internationales de vêtements ne pouvaient plus fermer les yeux sur la dangerosité des conditions de travail dans les usines de leurs fournisseurs. L'imposture des contrôles de sécurité réalisés par les marques est apparue au grand jour.

Les organisations syndicales mondiales IndustriALL et UNI ont saisi cette occasion pour élaborer l'Accord du Bangladesh sur la prévention des incendies et la sécurité des bâtiments, qui constitue un instrument sans précédent, juridiquement contraignant et indépendant, les syndicats et les marques. Objectif : que plus aucun travailleur n'ait à redouter un incendie, l'effondrement d'un bâtiment ou d'autres accidents évitables grâce à des mesures d'hygiène et de sécurité adéquates. Cela signifiait que les marques devaient assurer la sécurité des usines de leurs fournisseurs et en supporter la charge financière.

Depuis, des ingénieurs spécialistes de la prévention des incendies et de la sécurité des bâtiments travaillant pour l'Accord du Bangladesh ont contrôlé plus de 1 600 ateliers de confection pour le compte de plus de 200 marques et distributeurs. Les inspections initiales ont mis en évidence 118 500 risques électriques, structurels et d'incendie, auxquels il a été remédié dans 84 % des cas. L'équipe de formateurs a organisé 2 838 séances de formation des comités de sécurité réunissant des travailleurs de plus de 1 000 ateliers.

L'Accord du Bangladesh est efficace. Deux marques internationales qui n'avaient pas honoré leurs engagements juridiques ont été traduites devant la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, et condamnées à payer des millions de dollars de réparation, dollars utilisés pour remédier aux menaces mortelles dans les ateliers des fournisseurs. Et 300 000 USD supplémentaires ont été versés à un fonds de soutien aux efforts déployés par IndustriALL et UNI pour améliorer les salaires et les conditions de travail des ouvriers des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Cinq ans plus tard, l'Accord du Bangladesh est un modèle pour les relations entre employeurs et salariés, et montre que les marques et les syndicats peuvent œuvrer ensemble à résoudre des problèmes systémiques. Le secteur bangladais du prêt-à-porter est indubitablement plus sûr, et des vies ont été sauvées.

Toutefois, tous les objectifs de l'Accord, qui a expiré fin mai 2018, ne sont pas atteints. Trop de risques mortels persistent dans les ateliers des fournisseurs, raison pour laquelle plus de 180 marques ont signé le nouvel Accord de transition de 2018, qui couvre déjà près de 2 millions de travailleurs de l'industrie textile au Bangladesh, principalement des femmes.

Le champ d'application de l'Accord de 2018 englobe le linge de maison et la chaussure et, surtout, il donne plus de pouvoir aux travailleurs. Il est conforme au

Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure, car il reconnaît que les travailleurs n'occupent pas une place périphérique dans le processus de diligence, mais centrale. Il souligne l'importance de la liberté d'association pour permettre aux travailleurs de faire entendre leur voix lorsqu'il s'agit de protéger leur propre sécurité. Il prévoit également d'établir un protocole régissant la formation et les plaintes afin de veiller à ce que ce droit soit respecté.

Sans droits du travail, les avancées réalisées en matière de santé et de sécurité ne seront pas durables. Au Bangladesh, violences et discrimination continuent de viser les syndicats, empêchant souvent les travailleurs de s'organiser et d'engager des négociations collectives.

Les pays de l'OCDE doivent intervenir pour condamner les agressions subies par les travailleurs et les syndicats au Bangladesh. Ils se sont engagés à défendre les droits fondamentaux au travail et à adhérer aux directives obligeant les entreprises multinationales à assumer la responsabilité à l'égard des travailleurs qui font partie de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela implique aussi de se rapprocher des syndicats au niveau national ou sectoriel afin d'obtenir des salaires qui, à tout le moins, permettent aux travailleurs et à leurs familles de subvenir à leurs besoins élémentaires.

L'UE, premier partenaire commercial du Bangladesh, a également un rôle important à jouer. Le Bangladesh bénéficie de droits de douane préférentiels en vertu du Système généralisé de préférences de l'UE. En retour, le Bangladesh est censé mettre en application les droits humains fondamentaux des Nations Unies et les principales conventions de l'Organisation internationale du travail. Il en est encore loin, alors même que toutes les occasions lui sont données pour régler le problème. Les pays de l'OCDE, dont beaucoup sont aussi membres de l'UE, ne peuvent pas fermer les yeux sur ces violations. Ils doivent se faire entendre.

L'Accord du Bangladesh restera en vigueur jusqu'en 2021, ou jusqu'à ce que le gouvernement bangladaise soit prêt à le reprendre à son compte.

Nous avons les outils pour améliorer la situation dans l'industrie textile. Nous devons les utiliser. Les pressions de l'opinion publique pour améliorer les conditions de travail des ouvriers du textile n'ont jamais été aussi fortes, et le temps est venu d'agir pour le changement. La vie des ouvriers de l'industrie textile au Bangladesh et dans de nombreux autres pays en dépend.

©OCDE Observateur n°314, T2 2018

## Références

Pour plus d'informations sur l'Accord <http://bangladeshaccord.org/>

OCDE (2018), Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la

chaussure, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.1787/9789264290648-fr>